

Le mot « liberté » et la devise républicaine dans les semaines post-attentats (novembre 2015)

1 - Laurent Joffrin *Libération*, Éditorial, 14 novembre 2015.

« Tuer le bonheur »

Ils n'ont qu'un seul but : assassiner **la liberté**. Dans le viseur des tueurs, il y avait quelque **400 personnes**, mortes ou blessées, que nous pleurons avec toute notre âme. Mais il y avait aussi une **idée** : **l'idée de la liberté**. En jetant l'anathème sur Paris, « capitale des abominations et des perversions », ville décadente peuplée « d'idolâtres », la revendication de l'État islamique ne laisse aucun doute. En attaquant des bars, des restaurants, une salle de spectacles, « minutieusement choisis », dans un quartier jeune et mélangé, pour le plus terrible carnage terroriste de l'histoire de France, l'islamisme assassin a voulu tuer **la liberté de vivre** selon sa volonté, selon son gré, selon son cœur. Il a voulu tuer **la liberté de la musique, la liberté de la nuit, la liberté d'aimer, la liberté de penser, la liberté de vivre en paix**. Comme il l'a fait naguère à Kaboul ou aujourd'hui à Raqqa.

Il a voulu tuer le bonheur. Dans le viseur des tueurs, il y avait aussi **une génération**, ces enfants de baby-boomers dont la tranquille indépendance à l'égard des traditions et des préjugés insupporte les fanatiques. Dans le viseur des tueurs, il y avait, enfin, **une certaine idée de la République**.

Les faibles penseurs de l'identité invoqueront on ne sait quelle guerre des civilisations, pour désigner à la vindicte l'immigration et la minorité musulmane ou pour en tirer un misérable bénéfice électoral. [...] **La liberté** parle à tous les peuples, y compris en terre d'islam. Avant d'attaquer ceux qu'il appelle « les croisés », l'État islamique veut soumettre, par les mêmes moyens barbares, les musulmans qui aspirent à la modernité.

Dans le viseur des tueurs, il n'y avait pas de chrétiens ou de laïques, d'Arabes ou de Gaulois, de croyants ou d'incroyants. Il n'y avait que des **citoyens**. Des citoyens de toutes origines, unis par les mêmes convictions simples, celles auxquelles nous croyons au plus profond de nous-mêmes. **Seul l'amour de la liberté permet de rester libre**. Ces convictions doivent gouverner la riposte.

Supprimer des **libertés**, proposer des lois d'exception, c'est déjà céder. L'État français dispose de tous les moyens légaux nécessaires à son action, il peut compter sur le courage et la compétence de la police et de l'armée, il peut lancer, s'il le juge nécessaire, une réplique légitime. [...]

La conclusion s'impose avec son terrible réalisme : les Français doivent désormais vivre avec le terrorisme. Le reniement de leurs **principes**, comme le préconisent des voix irresponsables comme celles de Laurent Wauquiez ou d'Eric Ciotti, serait d'un secours illusoire et offrirait une première victoire aux assassins. **Tourner le dos à nos valeurs**, c'est commencer à fuir devant les terroristes.

2 - *Aujourd'hui en France*, 16 novembre 2015, p. 12,13

Au-delà de l'hommage aux victimes, la plupart veulent dire qu'ils sont « debout », au surlendemain des attentats les plus meurtriers qu'ait connus la France. « Nous n'avons pas peur », clame Alex. « **Nous sommes là pour défendre la liberté** », ajoute Christine. Institutrice, Patricia, l'épouse d'Hakim, renchérit : « Ce qui s'est passé vendredi soir nous concerne tous. Les terroristes n'ont pas le droit de prendre la religion en otage et de tuer des innocents. » Nadia, qui se présente comme « fille d'un résistant juif », l'affirme haut et fort : « **Je suis là pour défendre les valeurs de la République française** qui nous a accueillis, ma famille et moi. »

3 - Najat Vallaud-Belkacem, *Marianne*, 16 novembre 2015, (Capture France Inter)

Charlie Hebdo, Hyper Casher, Bataclan, rues de Paris : pour la ministre de l'Éducation nationale, « ce sont les **trois mots de notre devise républicaine qui ont été tour à tour frappés** ». Après les attaques de vendredi soir, « il faut vivre avec la conviction que **la liberté est une chose qui se défend**, que ce n'est pas acquis pour l'éternité », a estimé Najat Vallaud-Belkacem, invitée de France Inter ce lundi. [...] « C'est terrible parce qu'entre les attentats de janvier et ces attentats du 13 novembre, ce sont les trois mots de notre devise républicaine qui ont été tour à tour frappés », a poursuivi la ministre de l'Éducation nationale. « **Liberté** comme liberté d'expression. **Égalité** comme quand à l'Hyper Casher on s'en prend à des concitoyens de confession juive parce qu'on refuse qu'ils soient égaux des autres. **Et Fraternité** quand on va dans le 10e et le 11e arrondissement, à la terrasse des cafés, ces moments de détente, de musique, de sport, c'est la fraternité dans la diversité de la population française ». « Liberté, égalité et fraternité ont été frappées et nous devons apprendre à **défendre cette devise républicaine, à défendre ce mode de vie, et donc à reprendre la vie** », a martelé Najat Vallaud-Belkacem.

4 - Emmanuel Poilane, *Huffington Post*, 14 novembre 2015

Notre pays est en guerre et en danger. Les événements du vendredi 13 novembre risquent de nous faire sombrer dans l'horreur. Cette horreur de la violence aveugle qui tue pour que la peur s'insinue en nous et pour que nous perdions de vue ce qui fait de nous une société basée sur les droits humains fondamentaux depuis plusieurs siècles. Pour ne pas être aveuglés, nous devons nous raccrocher à notre république et à notre devise. **Liberté, Égalité, Fraternité**

Ces trois mots cités hier soir dans la langue de Molière par Barack Obama sont le cœur de notre peuple. Si il est normal que nos dirigeants ne parlent pour l'heure que de **sécurité**, il est indispensable que nous proposons dès demain d'autres solutions que la construction de nouveaux murs, que la stigmatisation d'une religion ou de peuples étrangers qui eux aussi, comme nous, sont victimes de cette violence aveugle, de nous laisser emporter par le désir naturel de colère et de vengeance.

La liberté nous devons la penser **pour nous mais surtout pour l'humanité**. Nous devons comprendre que l'horreur de ce vendredi soir est le quotidien de nombre de peuples sur la planète qui comme nous ne demande qu'à vivre en paix.

En nous relevant, nous devons faire résonner notre liberté pour nous mais aussi pour tous les peuples de la planète afin que l'Humanité sorte grandie de cette épreuve.

L'égalité est probablement le mot le plus important de notre devise. Nous vivons une période où les **inégalités n'ont jamais été aussi importantes dans le monde**, où la violence économique d'un monde en compétition met chaque jour plus d'enfants, de femmes et d'hommes sur les routes de l'exode. Notre réponse à la violence aveugle doit porter le message d'égalité qui permettra à chacun de vivre dignement où qu'il soit. Nous pourrons alors espérer un monde de paix.

La fraternité est le moyen le plus sûr de faire vivre notre humanité. Oui les hommes sont libres et égaux en droits, oui la France est le pays des droits de l'Homme. L'épreuve que nous traversons doit **nous donner l'ambition de porter ce message des droits de l'Homme haut et fort dans le monde** comme nous avons su le faire à une certaine époque et comme l'ambition de la COP21 pour le climat nous engage à le faire en décembre prochain.

5 - Guillaume Goubert, *La Croix*, Éditorial, jeudi 19 novembre 2015, p. 1

« Actes patriotes »

Il fallait peut-être une douleur immense pour que la France renoue avec une telle émotion patriotique. Depuis vendredi, le bleu, le blanc et le rouge sont omniprésents. Des lycéens entonnent spontanément *La Marseillaise*. **On invoque sans cesse la devise républicaine pour appeler à la fraternité**. [...]

Il faut pourtant tout faire pour conserver quelque chose de cet élan qui nous porte les uns vers les autres en ces jours de deuil [...] Nous devons nous protéger, nous défendre. Mais il faut, dans le même mouvement, accomplir les actes patriotes consistant à **faire vivre les mots de notre devise nationale**. Défendre **la liberté de chacun, y compris religieuse**. Affirmer **l'égalité** des citoyens sur tout le territoire. **Vivre la fraternité** sans exclure qui que ce soit sur la seule base d'une origine géographique ou **d'une appartenance confessionnelle**.

6 - Frédéric Gros, *Le Monde*, 23 novembre 2015, p. 21,

« Trop de sécuritaire tue la sécurité »

Mais comment peut-on résister à ce que vous nommez des « guerres diffuses » ?

Dans un premier temps, la réponse ne peut être qu'une réponse en forme de renforcement **des mesures de sécurité**. Je crois cependant dangereux d'opposer comme on le fait trop systématiquement « **sécurité** » et « **liberté** ». Il faut plutôt concevoir la nécessité d'un arbitrage entre **deux formes de sécurité** : **la sécurité policière**, une sécurité de « conservation » des personnes, et la **sécurité judiciaire** qui garantit nos **droits et nos libertés fondamentales**. La première ne doit pas asphyxier la seconde. **Trop de sécuritaire tue la sécurité.**

Comment résister, intérieurement et éthiquement, à cette terreur ?

Les dirigeants politiques sont dans leur rôle quand ils se donnent les moyens de contrôler des individus suspectés de radicalisation et de prévenir d'autres attentats. Mais les citoyens doivent être aussi dans leur rôle en retenant, par leur vigilance et leur puissance critique, l'exécutif dans sa **penne sécuritaire** - par exemple en refusant de considérer que l'exception puisse devenir permanente. Face au terrorisme, la participation de tous à l'effort de **sécurité** est requise, mais il y a sans doute autre chose à cultiver en soi que la défiance et la suspicion. La résistance éthique, le refus de se constituer soi-même comme **sujet sécuritaire**, est fondamentale aussi, sont l'honneur du sujet politique en démocratie.

7. Yves Charles Zarka, *Le Monde*, 8 janvier 2016, p. 15

« Quelle déchéance de nationalité ? »

Le projet de constitutionnaliser l'état d'urgence a rouvert le débat sur le rapport entre liberté et sécurité. Une opinion assez largement répandue veut que limiter la liberté au nom de la sécurité relèverait d'un jeu de dupes où une perte certaine **de liberté** serait échangée contre un gain incertain de **sécurité**. La démocratie risquerait donc à ce jeu de **compromettre ses valeurs au nom d'une lutte contre ceux qui les nient**. Cette position repose sur une confusion, parce que **liberté** et **sécurité** ne sont en elles-mêmes nullement opposées. Ni la **liberté** de déplacement, ni la **liberté** de culte, ni la **liberté** d'expression, ni la **liberté** d'éducation, ni aucune autre **liberté** ne peut exister sans que la **sécurité** des voies publiques, des lieux de culte, des organes de presse et des écoles, c'est-à-dire en définitive des personnes, soit assurée.

Les massacres de janvier et de novembre 2015 l'attestent amplement. Dans une société démocratique, la **sécurité est un moyen qui a pour fin la liberté**. **Ce n'est que lorsque la sécurité devient en elle-même la fin qu'elle peut compromettre la liberté** et, paradoxalement, produire l'insécurité. **Il n'y a de véritable sécurité que dans un État de droit, où les libertés sont protégées.**

8 – Anne Hidalgo et Jean-Pierre Mignard, *Le Monde*, 1^{er} janvier 2016, p. 14.

« Oui à l'indignité nationale, non à la déchéance de nationalité ! »

Chacun a pu sentir le **prix de la liberté, de l'égalité et de la fraternité** qui sont, bien **davantage que des valeurs abstraites, l'oxygène que nous respirons et l'horizon auquel nous aspirons**. [...] Chacun peut en effet comprendre et accepter que **la liberté doive faire quelques concessions à la sécurité** qui la rend praticable. Et, de la même manière, chacun peut se résoudre à lutter ardemment contre les forces qui se sont vouées à notre destruction. Chacun enfin peut entendre qu'il

lui faille **renoncer à certaines de ses espérances pour consolider le bien commun** quand il est si directement menacé. [...]

Elles doivent donc être entendues par l'exécutif comme un **rappel à la fois à nos idéaux et à notre réalité. Personne ne s'égare en dénonçant la remise en cause d'une partie du droit de la nationalité** dont est porteuse une mesure qui fait des binationaux non des citoyens à part entière mais des citoyens entièrement à part. **Et personne ne se trompe en prenant la défense des millions de binationaux concrètement ciblés par cette mesure**, d'autant plus brutale et injuste qu'elle est érigée en symbole par ses défenseurs. Or la fonction de tout symbole est de réunir et de ne jamais diviser.

9 - Barak Obama, Washington, 13 novembre au soir (extrait de l'allocution reproduite par fragments dans tous les médias en France le 14 novembre)

Je veux seulement faire quelques commentaires rapides à propos des attaques qui se sont déroulées dans Paris ce soir. Une fois de plus, nous avons vu une tentative scandaleuse pour terroriser des civils innocents. C'est une attaque qui ne concerne pas seulement Paris, mais c'est une attaque contre le peuple français, et c'est aussi une attaque contre toute l'humanité et les **valeurs universelles que nous partageons**.

Nous sommes prêts à apporter toute l'aide dont le gouvernement et le peuple de France auront besoin. La France est notre plus vieille alliée. Le peuple français et les États-Unis se sont serrés les coudes à maintes reprises. Et nous voulons être très clairs, nous sommes réunis dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Paris, lui-même est le symbole intemporel des **valeurs de progrès humain**. Ceux qui pensent qu'ils peuvent terroriser le peuple de France **avec toutes les valeurs** qu'il défend ont tort. Le peuple américain puise de la force dans **l'engagement des Français pour la liberté, la vie et la poursuite du bonheur**. Cet événement tragique nous rappelle que les liens de **liberté, d'égalité, et de fraternité** ne sont pas seulement des **valeurs** auxquelles les Français sont attachés, mais elles sont des **valeurs** que nous partageons. Et ces valeurs **perdureraient** bien au-delà de n'importe quel acte de terrorisme ou de la vision haineuse de ceux qui ont perpétré les crimes ce soir.

10 - Claudine Tiercelin (Professeure au Collège de France) et Pascal Engel (Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales), Le Monde, 21 novembre 2015.

« Non, les valeurs de la démocratie ne sont pas vides !

Parmi les causes de nos malheurs, on dénonce souvent le vide qui affecterait les valeurs de la démocratie, au premier rang desquelles, la liberté, l'égalité et la fraternité, qui figurent au fronton de notre République. Du moins quand ces termes ne passent pas purement et simplement pour des monstres issus du colonialisme. **Ce seraient des formules creuses, abstraites, formelles**, et le gouffre qui séparerait ces valeurs soi-disant universelles des aspirations individuelles et concrètes d'une partie de la jeunesse serait la source même de sa révolte, voire la cause indirecte du terrorisme.

On manque, dit-on, de sens, et c'est pour en trouver que les jeunes musulmans, notamment, se radicalisent et vont chercher dans l'Orient désert un remède à leur ennui. Le vrai remède résiderait dans plus de spiritualité, c'est-à-dire dans une prise de conscience de ce qui « en l'homme passe l'homme » : plus de transcendance, plus de divin. [...] Il est faux que les **valeurs** associées depuis l'époque des Lumières à la République soient vides. **Justice, égalité, fraternité, vérité, raison sont des idéaux substantiels** qui portent tout autant de sens et de transcendance que ceux censés leur servir de substitut spirituel.

11 - Sophie Wahnich, L'Humanité, lundi 11 janvier 2016,

« L'insécabilité de la triade républicaine »

C'est parce qu'on est doué d'une sensibilité à l'égard de ce sentiment commun d'humanité qu'on va défendre un certain nombre de principes. Aujourd'hui, on parle

de valeurs, on parlait de principes au XVIIIe siècle, et ces principes sont énoncés avec la triade républicaine, triade insécable : **liberté, égalité, fraternité**. Ce n'est pas un ordre des raisons, c'est quelque chose qui est plutôt une circularité. S'il y a de la **liberté**, cela veut dire qu'il y a la reconnaissance du semblable et que tout le monde est compétent pour fabriquer le droit commun, c'est-à-dire les lois communes, et qu'on va pouvoir aimer les lois. C'est cela, le sentiment commun d'humanité : c'est d'aimer les lois qui humanisent et de rejeter les lois qui n'humanisent pas, les lois tyranniques.

12 - Michaël Foessel (professeur à l'École polytechnique), *Libération*, 14 janvier 2016.

« Oublier les valeurs »

En déclarant à propos des réactions au projet sur la déchéance de la nationalité qu'« *une partie de la gauche s'égarait au nom des grandes valeurs* », Manuel Valls a peut-être rendu, sans le vouloir, un service au débat public. A l'instar de la majeure partie du personnel politique, **le Premier ministre a pourtant lui-même usé et abusé du registre des valeurs pour justifier les mesures de son gouvernement**. Que la rhétorique des « *grandes valeurs* » lui soit revenue comme un boomerang indique quelque chose de cette notion que l'on gagnerait à utiliser avec un peu plus de prudence.

On invoque les « valeurs de la République », de la « gauche », du « travail », de l'« entreprise », etc. La liste ne peut être close pour cette raison qu'il est toujours possible d'accoler le mot « valeurs » à une pratique ou à une idéologie, et cela dans le but de les placer au-dessus de tout soupçon. En évoquant la valeur de quoi que ce soit, on s'épargne la peine de définir ce dont on parle pour ne retenir que le seul fait que cette chose est désirable. [...]

Les valeurs de la République ne disent absolument rien de la République sinon qu'elle doit être promue contre vents et marées. Comme **rien n'est pensé de ce qui est ainsi valorisé**, la défense de la République pourra aussi bien passer par l'accueil des migrants que par l'adoption de mesures autoritaires contre eux. **Les valeurs, c'est le relativisme devenu paradoxalement dogmatique.**

13 - François Taillandier, *L'Humanité*, 14 janvier 2016.

LES « VALEURS »

Ah, ces « valeurs de la République » ! Je ne sais pas vous, mais moi je commence à en avoir les oreilles farcies. Nous les aura-t-on serinées ! [...]

L'avantage de se faire vieux, c'est qu'on a des souvenirs et qu'on peut comparer [...]

La République et ses fameuses valeurs ? Personne n'en disait rien. Cela semblait une affaire entendue. Mes copains marxistes et moi-même, nous en parlions même avec un certain dédain sous l'appellation de « légalité bourgeoise ». Je me rappelle avoir été, un temps, partisan de la dictature du prolétariat - et je n'étais pas le seul [...]

Tant mieux, m'objectera-t-on, si chacun s'avise qu'il ne faut pas lâcher ce que nous possédons, au fond, de plus précieux : un idéal. Mais je ne sais plus qui a dit : on n'invoque jamais autant certaines notions que quand elles disparaissent du réel à toute allure. C'est ce que pourrait signifier, hélas, cet affadissement des mots, cette communion superficielle et molle, cette répétition quasi machinale d'un mantra. Car pendant ce temps, les inégalités n'ont cessé de s'accroître, l'exclusion et la misère de s'étendre, l'extrémisme et la violence de lâcher les chiens. Alors oui, il s'agirait sans doute d'y revenir pour de bon, aux valeurs de la République. Je ne suis pas sûr que M. Valls, avec ses coups de menton, suffira à la tâche.